

# Sommaire

<b>1-</b>	<b>Éléments de contexte .....</b>	<b>1</b>
1.1	Cadre réglementaire .....	1
1.2	Contexte de la ressource en eau .....	3
<b>2-</b>	<b>Sources des informations et remarque préliminaire .....</b>	<b>3</b>
<b>3-</b>	<b>Les dispositions communes aux PPI .....</b>	<b>3</b>
<b>4-</b>	<b>Les dispositions communes aux PPR .....</b>	<b>3</b>
<b>5-</b>	<b>Dispositions propres au PPR1 .....</b>	<b>4</b>
<b>6-</b>	<b>Dispositions propres au PPR2 .....</b>	<b>4</b>
6.1	Dispositions relatives aux activités forestières .....	4
6.2	Dispositions relatives aux activités agricoles .....	5
6.3	Dispositions relatives aux axes routiers .....	5
<b>7-</b>	<b>Les dispositions du PPE .....</b>	<b>6</b>

\*  
\*\*

## 1- ELEMENTS DE CONTEXTE

**Porteur de projet :** Clermont Auvergne Métropole – Direction du cycle de l'eau

**Procédure en cours :** régularisation du captage au titre des codes de la Santé Publique et de l'Environnement.

### 1.1 CADRE REGLEMENTAIRE

La création ou la régularisation d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine est soumise à trois procédures distinctes :

- celle relative au Code de la Santé Publique porte sur l'autorisation d'utiliser la ressource et de distribuer une eau destinée à la consommation humaine ;
- celle relative au Code de l'Environnement (anciennement loi sur l'eau) porte sur l'autorisation ou la déclaration selon les débits fixés par la nomenclature ;
- celle relative à la déclaration d'utilité publique des périmètres de protection.

L'arrêté de déclaration d'utilité publique découle de l'article L215-13 du Code de l'Environnement qui permet à une collectivité d'utiliser l'eau prioritairement aux éventuels droits d'usages existants et de l'article L1321-2 du Code de la Santé Publique qui permet d'instituer les périmètres de protection, en vue d'une préservation de la ressource en eau. L'acte portant déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines détermine autour du point de prélèvement un périmètre de protection immédiate dont les terrains sont à acquérir en pleine propriété, un périmètre de protection rapprochée à l'intérieur duquel peuvent être interdits ou réglementés toutes sortes d'installations, travaux, activité, dépôts...de nature à nuire directement ou indirectement à la qualité des eaux et éventuellement un périmètre de protection éloignée.

La procédure d'établissement des périmètres de protection de captage comporte les étapes principales suivantes :

- délibération de la collectivité pour engager la procédure d'autorisation ou de régularisation ;
- constitution du dossier qui comprend notamment une analyse complète de l'eau captée, une étude environnementale et l'avis d'un hydrogéologue agréé. Celui-ci propose des périmètres de protection autour de chaque ouvrage (immédiat, rapprochée...) et des prescriptions correspondantes ;

- instruction administrative qui comporte la consultation des services, la mise à l'enquête publique, la présentation du dossier au CODERST et la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui conclut la procédure et rend opposable aux tiers les servitudes de protection.

## 1.2 CONTEXTE DE LA RESSOURCE EN EAU

Le NOUVEAU forage du MAAR ENVAL est destiné à remplacer le captage LES EAUX FONTANAS, également situé sur la commune d'Orcines. Ce dernier a fait l'objet d'un avis défavorable de Mme Frémion, hydrogéologue agréé, en 2001 dans le cadre de la définition des périmètres de protection. En effet, son environnement (activités-rejets....) rend l'instauration de périmètres de protection inapplicable.

La décision d'abandonner la ressource LES EAUX FONTANAS a été actée par délibération du Conseil Communautaire en date du 30 mars 2018.

A noter que LES EAUX FONTANAS font partie des sources dites de la Chaînes des puy alimentant la ville de Clermont-Ferrand. Les prélèvements sur la chaîne des Puys ont fait l'objet d'une autorisation de 200 l/s stipulés à l'art 2 de l'arrêté de D.U.P. de mars 2001 pris au bénéfice de la ville de Clermont (Clermont Auvergne Métropole a repris compétence AEP).

Le débit moyen annuel prélevé par le captage LES EAUX FONTANAS est de 335 m<sup>3</sup>/h soit une moyenne annuelle d'environ 2 934 600 m<sup>3</sup>/an pour un prélèvement journalier s'effectuant sur 24 heures. A priori, LE NOUVEAU MAAR D'ENVAL aura un débit d'exploitation inférieur à celui des EAUX FONTANAS.

L'avis de la DDT du 09 décembre 2019 précise, pour le NOUVEAU forage du MAAR ENVAL, le débit d'autorisation à reporter sur le projet d'arrêté de D.U.P. présenté aux membres du CODERST soit 2 628 000 m<sup>3</sup>/h et 300 m<sup>3</sup>/h tout en respectant les prélèvements sur la chaîne des Puy de 200 l/s stipulés à l'art 2 de l'arrêté de D.U.P. de mars 2001 pris au bénéfice de la ville de Clermont-Ferrand.

## 2- SOURCES DES INFORMATIONS ET REMARQUE PRELIMINAIRE

Les informations présentées dans cette annexe proviennent du rapport de l'hydrogéologue agréé M. Marc LIVET en date de mai 2017.

**Les prescriptions indiquées ne sont qu'indicatives et provisoires.** Elles ne sont mentionnées que pour information générale de la MRAE. Les prescriptions définitives pourront sensiblement différer.

## 3- LES DISPOSITIONS COMMUNES AUX PPI

Les Périmètres de Protection Immédiat sont :

- propriété de la collectivité
- hermétiquement clos et régulièrement entretenus.
- d'accès restreint pour la gestion et l'entretien des ouvrages.

La zone du PPI sera remodelée de façon à éviter la stagnation d'eaux superficielles au sein de ce périmètre et leur écoulement vers la zone de drain et ouvrage de captage.

Le futur ouvrage de captage achevé ainsi que les ouvrages desservant depuis plusieurs années la commune d'Orcines seront conformes aux règles sanitaires en vigueur. Le tout étant maintenant la propriété de Clermont Auvergne Métropole.

## 4- LES DISPOSITIONS COMMUNES AUX PPR

Les Périmètres de Protection Rapproché sont soumis à des obligations.

Il est interdit :

- Toute construction (aérienne ou souterraine) quel que soit sa destination (hormis les constructions liées à l'adduction d'eau publique),
- L'ouverture et l'exploitation de carrières, mines, excavations de toute nature et destination,
- Le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.
- Le stockage de produits chimiques et matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux. (Notamment

- le stockage de carburant pour engins forestiers).
- L'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques.
- L'installation de canalisation d'eaux usées.
- L'épandage sur ou sous le sol d'eaux usées.
- Le parcage du bétail, à ne pas confondre avec le pacage, (l'apport de nourriture au bétail sera interdit, ceci ne concernant pas le sel et l'eau), l'installation d'enclos à gibier.
- L'organisation de manifestations sportives ou touristiques devant amener un large public sur la zone.
- Le captage d'eau, les forages, l'établissement d'ouvrages hydrauliques modifiant les circulations d'eau superficielles ou souterraines (biefs, canaux, prises d'eau, étangs, retenues collinaires).
- L'irrigation.
- Tout fait susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux.

Sont soumis à réglementation :

- L'ouverture de nouvelles voies de circulation (y compris les voies forestières) ou la modification conséquente des voies existantes.
- L'épandage au sol ou aérien de produits phytosanitaires liés à la sylviculture. Les produits phytosanitaires employés, les quantités, les périodes de mise en place devront avoir l'accord de l'administration en charge de la santé publique.
- L'exploitation forestière.

## 5- DISPOSITIONS PROPRES AU PPR1

Elles ne concernent que les activités agricoles puisqu'aucune activité forestière n'y est présente.

Ce périmètre doit être maintenu en prairie.

Sur ce périmètre sont interdit :

- le traitement phytosanitaire.
- l'épandage des lisiers, fumiers, matières organiques
- le pacage et le parcage.

Cependant sur ce périmètre est autorisé :

- la mise en œuvre d'engrais minéraux de manière raisonné.

## 6- DISPOSITIONS PROPRES AU PPR2

### 6.1 DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACTIVITES FORESTIERES

Dans le périmètre de protection rapproché, sont préconisés les obligations et interdictions suivantes, qui relèvent déjà pour l'essentiel des règles pratiquées par l'ONF et la forêt privée.

Obligations :

- La mairie d'Orcines et Clermont Auvergne Métropole devront être tenue avertie des travaux forestiers envisagés, ceci afin de pouvoir faire part aux intervenants de la position de leurs équipements (captages, canalisations, trop-pleins, bouches à clef,...) et de pouvoir envisager la prise de mesures palliatives (resserrement du suivi analytique; augmentation de la chloration, basculement de la production sur d'autres ressources,...). Un état des lieux sera dressé en présence de représentants des différentes parties. Cet état portera sur la surface du sol, les chemins, présence d'eau de surface....
- Les travaux nécessitant des engins seront réalisés exclusivement par temps sec.
- Les engins utilisés devront être en bon état (remplacement des durits, des joints, en fin de vie, résorption des fuites, les vidanges ne seront pas à faire pendant les travaux et sur le terrain). Les entrepreneurs prévenus devront prendre les dispositions qui s'imposent. Si malgré les précautions prises, un accident survient, l'entrepreneur ou son employé devra prendre les mesures nécessaires

pour enrayer l'origine du problème, confiner l'épandage, alerter l'autorité, faire enlever et nettoyer les terres souillées.

- Les huiles des circuits hydrauliques seront biologiques.
- Les voies devront s'effectuer autant que possible parallèlement aux courbes de niveau non dans le sens des plus grandes pentes.
- Le franchissement des écoulements ou milieu humide par les engins s'effectuera sur des buses installées à cet effet de manière provisoire.
- Des plans de circulation seront établis pour diminuer autant que possible ces voies et favoriser le travail de débusquage au treuil (cas d'exploitation de troncs).
- à l'issue du chantier, le sol des pistes sera remis en état, les ornières soigneusement comblées, les buses rapatriées... L'accès aux pistes "temporaires" sera condamné de manière à ce qu'elles ne puissent servir à des tiers indésirables. Une visite de réception des travaux sera organisée ; elle pourra donner lieu à la demande de travaux de remise en état complémentaires.
- Les andains de terre et de débris de bois réalisés au pousseur à lame suivront les courbes de niveau, ceci afin de lutter contre l'érosion des sols.

#### Interdictions :

- De ravitailler en carburant les engins (hors tronçonneuses). Ceux-ci s'effectueront hors des périmètres rapprochés. Il en est de même pour les vidanges et l'entretien des engins.
- D'aménager des pistes à moins de 80 m en amont des PPI, situation qui ne devrait pas se présenter dans ce contexte particulier.
- De dessoucher, de même qu'éliminer des souches par des voies chimiques (à l'exception de solutions ou de tout produit ayant l'agrément des services de l'Etat).
- D'écorcer sur le site de dépôt.
- Lors de la plantation, le "déroctage", le "sous-solage", le labour profond seront interdits, ceci afin de ne pas détruire le sol.
- D'utiliser des produits phytosanitaires pour la lutte contre les ennemis de la forêt (hormis avis contraire des services de l'Etat).

## 6.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX ACTIVITES AGRICOLES

#### Est interdit :

-tout traitement phytosanitaire.

#### Est autorisé :

-Au regard des suivis sur la qualité bactériologique des eaux du maar, l'épandage de fumiers-lisiers-matières organiques jusqu'à un maximum de 10 tonnes/hectares.

Un suivi sur cinq ans des épandages et de la qualité de l'eau brute (analyses trimestrielles) sera assuré respectivement par les agriculteurs et la collectivité. Les agriculteurs tiendront un carnet d'épandage (date, parcelle, quantité). Au terme des 5 ans les résultats seront synthétisés et les dispositions seront adaptées si besoin.

Sur toutes ces parcelles agricoles, il est demandé :

- De limiter les apports azotés (soit sous forme minérale soit sous forme organique).
- De limiter le retournement des prairies (on préférera les prairies permanentes à toute autre culture).
- De limiter les cultures ne nécessitant pas le maintien d'un sol nu en hiver favorable au lessivage, de l'azote notamment.
- Le pacage tel qu'il est pratiqué est tolérable car il ne génère pas d'augmentation inconsidérée des teneurs en azote. Le parcage et l'apport de nourriture sur site sont interdits.

## 6.3 DISPOSITIONS RELATIVES AUX AXES ROUTIERS

La voie RD942 longe le PPR2 des forages sur sensiblement 300 m. A ce niveau, la route surplombe le maar et les eaux de la plateforme s'écoulent vers celui-ci sans être captées par un fossé. Il est difficile d'imaginer, à cet endroit, la mise en œuvre d'un fossé imperméable. Nous préconisons donc les dispositions suivantes :

- Limitation de la vitesse poids lourds à 70 km/h depuis la traversée d'Enval et le point haut de la RD942, à sensiblement 400 m au sud de l'intersection avec le RD 767A.
- Barrière de sécurité renforcée au droit de la barrière actuelle en bois.
- Bourrelet étanche le long de cette barrière de manière à rejeter les eaux pluviales de la demie voie hors du maar.
- Formation du personnel  
Des plans d'alerte et d'intervention seront à définir avec les services d'urgence intervenant sur la RD 942 afin que tout accident mettant en jeu des produits polluants soit signalé rapidement et traité comme il se doit pour protéger les captages d'eau A.E.P.

Les services de Clermont Auvergne Métropole en charge de l'eau seront tenus informés des travaux de voirie importants comme la reprise de la chaussée (élargissement, renouvellement des bitumes, reprise du réseau de drainage) mettant en œuvre du matériel, du personnel et des produits éventuellement polluants. Elle pourra ainsi mettre en œuvre les mesures nécessaires à la conservation de son champ captant et des eaux captées.

L'entretien des abords routiers se fera mécaniquement sans emploi de désherbant. L'emploi des sels de déneigement sera réduit au strict minimum sur les portions de voie traversant le PPR. L'emploi de produits chimiques de déneigement est interdit. On leur préférera le maintien de la route blanche et l'utilisation de scories.

Le chemin agricole longeant au nord le PPI du puits 1 d'Orcines et forage de Clermont Ferrand sera équipé de deux fossés étanches se rejetant à minima à l'aval du PPR1. Le chemin est suffisamment compact pour être étanche et ne fera pas l'objet d'un traitement spécifique.

## 7- LES DISPOSITIONS DU PPE

Il n'est pas proposé de Périmètre de Protection Eloignée.